Déclaration liminaire CGT au CTL de la DISI RAAB du 14 avril 2022

Monsieur le Président,

La situation est grave.

Le taux d'abstention de 26 % au premier tour des élections présidentielles est inquiétant.

Il révèle qu'une part importante de la population pense que la vie quotidienne pourra difficilement s'améliorer grâce à cette élection.

Nous, à la CGT, ne pouvons pas rester silencieux quand nous voyons ce qui arrive à notre pays.

Ses dirigeants successifs sont bien loin des réalités de la vie des travailleuses et des travailleurs, des jeunes, des privé.es d'emploi, des retraité.es.

La réalité, c'est que la première préoccupation de la population est de savoir comment remplir le réfrigérateur, faire le plein de la voiture, trouver ou garder un emploi, se projeter vers l'avenir malgré la précarité et les conditions de travail difficiles.

La réalité, c'est aussi que le gouvernement a poursuivi la destruction des services publics alors que ceux-ci sont indispensables pour assurer l'égalité d'accès de toutes et tous à la santé, à l'éducation, à la culture.

Le gouvernement a systématiquement défendu les intérêts des plus riches plutôt que le bien commun et la lutte contre le réchauffement climatique.

Ne pas répondre aux légitimes exigences sociales des salarié.es d'augmenter les salaires comme les pensions, ou encore s'entêter à maintenir le projet de retraites à 65 ans, serait lourd de conséquence.

Il est de notre responsabilité de dire que la politique de régression sociale, en soutien permanent du patronat, menée durant ce quinquennat comme ceux qui l'ont précédé, porte en conscience la responsabilité de la montée de l'extrême droite.

La CGT n'est pas propriétaire des voix de ses syndiqué.es. Notre organisation est indépendante mais pas neutre, elle porte une histoire et des valeurs collectives opposées de celles de l'extrême droite.

Avant comme après les élections, la CGT s'opposera aux reculs sociaux et construira avec les travailleurs et les travailleuses les luttes nécessaires à la défense de leurs intérêts. D'ores et déjà, pour nos salaires, nos retraites et nos emplois,

Comme seul objectif nous avons le progrès social.

Compte tenu de la gravité de la situation que nous venons d'évoquer devant vous, il nous paraissait important, monsieur le président, d'y consacrer quelques instants.

Ceci étant dit, les élu-e-s CGT de la DISI RAAB ont également plusieurs sujets plus locaux pour lesquels nous souhaitons vivement avoir des réponses.

Vous vous souvenez, le 31 janvier nous avons accepté l'invitation de Monsieur Rousselet, DGSSI, réunion à laquelle vous avez participé.

Nous avons écouté et avons espéré des réponses concrètes et claires à nos interrogations, malheureusement nous sommes restés sur notre faim.

Nous avons pourtant studieusement préparé ce rendez-vous, comme à chaque fois, et préparé des questions claires qui appelaient des réponses qui devaient l'être tout autant, c'est du moins ce que nous espérons, ne serait-ce que par respect pour les attentes légitimes des agents que nous représentons.

Une fois de plus, et contrairement à ce que vous affirmez dans le compte-rendu d'activité 2021, le dialogue social n'a été guère constructif.

Peut-être les sujets n'étaient-ils pas assez mûrs le 31 janvier, c'est pourquoi les réponses sonnaient à nos oreilles de façon sourde, comme si elles étaient données avec une langue de bois ?

Depuis cette date, le temps a passé et aujourd'hui, ce Comité Technique qui traite des missions et des effectifs, est l'instance parfaite pour vous poser nos questions.

Le 31 janvier, Monsieur Rousselet avait fait de l'humour en disant que vous aviez une baguette magique pour résoudre les problèmes.

Donc nous espérons bien que vous allez nous démontrer votre pouvoir !

Concernant les conditions de travail des CID avec, notamment l'arrivée de la TO/IP, que comptez-vous faire pour les améliorer ?

Concernant les exploitations GCOS :

La DISI RAAB est particulièrement concernée avec 4 ESI : Nevers, Clermont, Lyon et Dijon.

Nous tenons à insister sur le nombre de plus en plus faible des collègues travaillant sur GCOS. Ils se retrouvent dans des situations très difficiles mais arrivent pour l'instant à mener à bien leurs missions...pour combien de temps ?

Concernant le renfort de ces équipes avez-vous des informations ? Également sur des formations qui devraient être proposées ?

Concernant l'EA-ILIAD : Nous vous demandons de faire un point sur l'avenir de nos collègues.

Concernant l'exploitation PEZ à Dijon :

En mars 2021 nous posions la question suivante : au 1^{er} janvier 2023, la réforme des retraites de l'État imposera la fermeture de ce service. Quel avenir pour les agents ? Vous vous étiez voulu rassurant mais force est de constater que le bilan n'est pas génial, surtout pour les collègues impliqués : l'exploitation PEZ tient avec des bouts de ficelles par la grâce d'un télétravail qui va rester « exceptionnel » pendant de longs mois, ce n'est pas acceptable et vous le savez, d'autant que les remontées du réseau sur l'avancement de la reprise de Pez par la Caisse des Dépôts ne sont pas optimistes.

Des rumeurs de report de plus en plus concrètes se font entendre, que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

Concernant toujours Dijon :

L'activité d'administration de DEVVI2/3 doit être reprise par Châlons en prévision des départs en retraite sur Dijon et pour le moment rien n'est acté, qu'en est-il vraiment à cette heure ?

Egalement que pouvez-vous nous dire sur l'avenir de l'exploitation Unix sur cet ESI.

Concernant Clermont-Ferrand : Avez-vous des informations sur la mission de l'Intex ?

Concernant Lyon :

La CGT souhaite un point sur le sujet de la salle blanche. Où vont aller les serveurs actuels ?

Nous souhaiterions avoir un point sur DevOps pour notre DISI.

Lors de la présentation des fiches missions et du rapport d'activité 2021, nous aurons également d'autres questions.

Mais nous tenions à écrire dans une nouvelle déclaration liminaire toutes nos interrogations pour lesquelles nous n'avions eu en janvier au mieux qu'un embryon de réponse.